



## L'Amérique latine et la Caraïbe sont confrontées à une grave crise de la dette

Un nouveau piège de l'endettement du Sud au Nord

Par [Eric Toussaint](#) et [Milan Rivié](#)

Mondialisation.ca, 17 février 2021

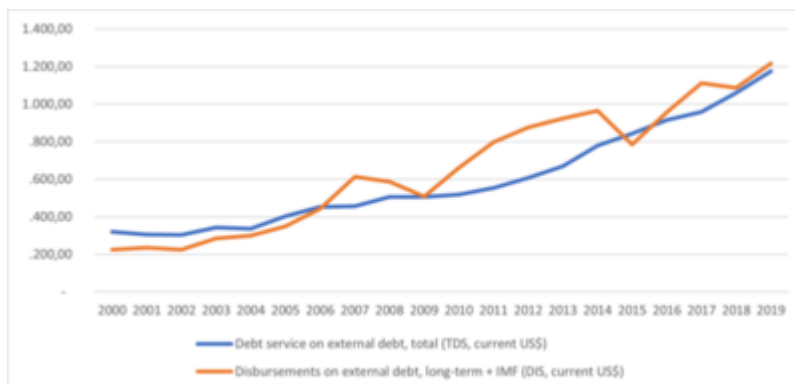
[CADTM](#)

Dans les trois parties précédentes, nous avons observé l'évolution de la dette extérieure des pays en développement (PED) lors des vingt dernières années. La première partie indiquait la hausse spectaculaire de l'endettement durant cette période, marquée par une multiplication par 2,5 de celle-ci et une forte accélération à compter de 2008. La seconde partie mettait en lumière les principales menaces sur la dette extérieure des PED, parmi lesquelles l'importance croissante de la part obligataire, l'évolution des taux d'intérêt et la dépréciation de leurs monnaies face au dollar étasunien. La troisième partie s'intéressait quant à elle aux facteurs conduisant les PED dans le piège de la dette : dépendance aux matières premières, baisse des réserves de change, hausse des remboursements, conjoncture de crise multidimensionnelle aggravée par la pandémie de Covid-19, etc.

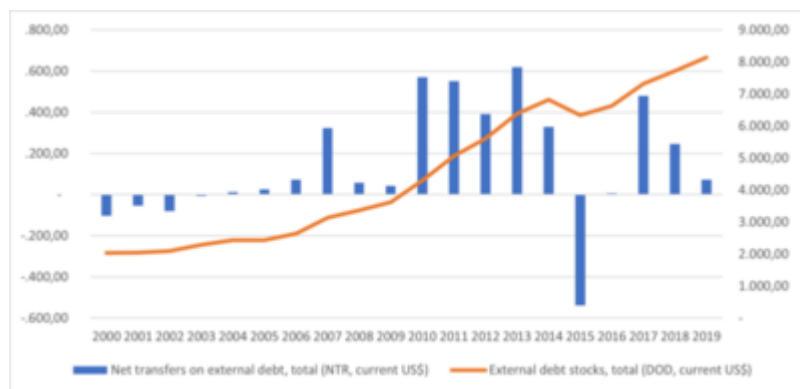
Pour clôturer cette étude, nous approfondissons notre analyse en procédant à un focus région par région. Nous commençons par la région Amérique latine & Caraïbe.

### 1. Focus général

Graphique 1 : Comparaison entre les montants prêtés annuellement et les montants remboursés annuellement (dette extérieure totale à long terme - en milliards de \$US)



Graphique 2 : Comparaison entre l'évolution du stock total de la dette et le transfert net (dette extérieure totale à long terme - en milliards de \$US)



En écho avec [le tableau 1 de notre première partie](#), le graphique 1 compare les montants prêtés (en orange) et les montants remboursés (en bleu - appelé également service de la dette) annuellement sur la dette extérieure totale à long terme. Le graphique 2 représente l'évolution du stock de la dette (en orange - échelle de droite) et des transferts nets (en bleu - échelle de gauche).

Comme indiqué précédemment, entre 2000 et 2006, le service de la dette est supérieur aux montants empruntés. Le stock de la dette augmente modérément. Le transfert net est globalement négatif. S'en suit une période courant de 2008 à 2019 où le transfert net est positif. On note une exception en 2015 qui résonne notamment avec la chute brutale du prix des matières premières. De manière générale on assiste à une hausse spectaculaire du stock et du service de la dette.

## 2 Région Amérique latine et Caraïbe

Population de l'Amérique latine et de la Caraïbe en 2019 : 646 millions

Dont population des PED de l'Amérique latine et de la Caraïbe en 2019 : 613 millions

Liste des 23 PED [\[1\]](#) :

- 1 pays à faible revenu : Haïti
- 22 pays à revenu intermédiaire : Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, (Cuba), Dominicaine Rép., Dominique, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Salvador, (Suriname), Venezuela

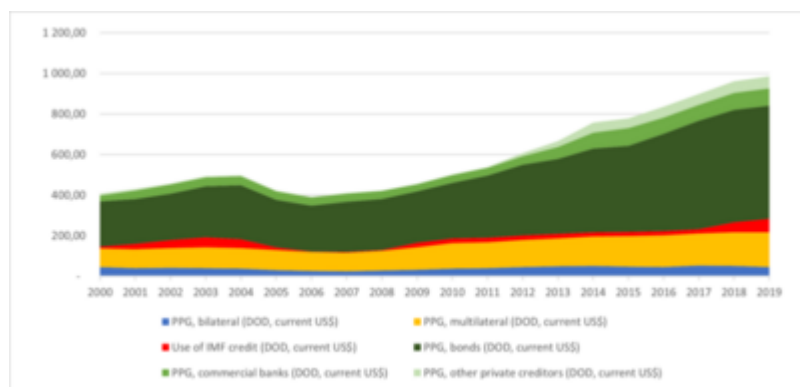
Liste des pays à revenu supérieur (non-PED) : Antigue-et-Barbude, Aruba, Bahamas, Barbade, Bermudes, Chili, Curaçao, Îles Caïmans, Îles Turques-et-Caïques, Îles Vierges britanniques, Îles Vierges des États-Unis, Panama, Porto Rico, Saint-Christophe-et-Niéves, Trinité-et-Tobago, Uruguay.

Notez bien que les catégories de pays utilisées par la Banque mondiale sont discutables. Mais nous avons décidé de nous y référer afin de pouvoir utiliser la banque de données de la Banque mondiale. Pour une critique des catégories utilisées par les institutions internationales, lire : Sud/Nord, Pays en développement/pays développés : De quoi parle-t-on ?

<https://www.cadtm.org/Sud-Nord-Pays-en-developpement-pays-developpes-De-quoi-parle-t-on>

Graphique 3 : Évolution de la dette extérieure publique de la région Amérique latine et

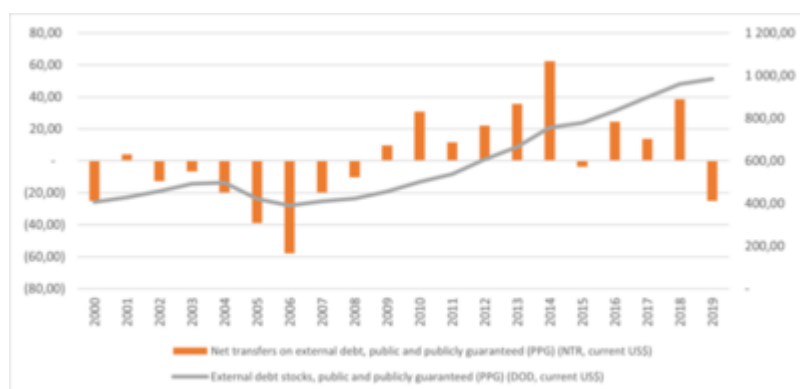
## Caraïbe par type de créancier (en milliards de \$US)



Dans le graphique ci-dessus, on retrouve les deux phases énoncées précédemment, une réduction de l'endettement de 2004 à 2006 au début de l'augmentation des revenus en parallèle de l'augmentation des prix des matières premières suivie à partir de 2007 d'une augmentation permanente de la dette. En outre, on peut distinguer les créanciers, répartis ici en 4 catégories :

- En bleu : les créanciers bilatéraux. Ce sont les prêts entre États.
- En jaune : les créanciers multilatéraux, hors FMI. Ce sont les prêts en provenance des institutions financières internationales (Banque mondiale, Banques de développement).
- En rouge : les dettes à l'égard du FMI [2].
- En vert : les créanciers privés. On distingue : en vert foncé, les emprunts contractés sur les marchés financiers sous la forme de titres souverains vendus la plupart du temps à Wall Street ; en vert kaki, les prêts bancaires ; en vert clair, les prêts en provenance d'autres types de créanciers privés.

Graphique 4 : Comparaison entre l'évolution du stock total et les transferts nets sur la dette extérieure publique de l'Amérique latine et de la Caraïbe (en milliards de \$US)



Rappelons que le transfert net sur la dette représente la différence entre ce qu'un pays reçoit sous forme de prêts et ce qu'il rembourse (capital et intérêts compris, appelé également service de la dette). Si le montant est négatif, cela signifie que cette année-là, le pays a remboursé davantage de prêts qu'il n'en a reçu.

Dans le graphique les colonnes en orange indiquent le transfert net.

Montant de la dette extérieure publique des PED de la région en 2000 : 406 milliards \$US

Montant de la dette extérieure publique des PED de la région en 2019 : 984 milliards \$US

Les PED de la région en situation de haut risque de surendettement en février 2021 [3] : Dominique, Haïti, Saint-Vincent et les Grenadines.

Les PED de la région en suspension de paiement en février 2021 : Argentine, Cuba, Grenade, Suriname et Venezuela.

Entre 2000 et 2019, la dette extérieure publique de la région a été multipliée par 2,43. Au cours de la même période, le transfert net est positif (+33,53 milliards \$US). Entre 2000 et 2008 le transfert net est négatif, -188,62 milliards \$US. Ce montant représente 4,5 % du PIB des PED de la région en 2008. Les crises financières au Nord et l'afflux de capitaux vers les pays du Sud expliquent en grande partie le transfert net positif pour les années suivantes.

Symbole des difficultés économiques rencontrées par ses pays, alors que le PIB a doublé entre 2000 et 2008 (de 2 085 à 4 203 milliards \$US), il n'a augmenté que de 20 % entre 2008 et 2019 (5 149 milliards \$US).

Autre symbole, le nombre de pays ayant eu recours au FMI au cours de cette période, 22, soit, à l'exception de Cuba (pays non-membre du FMI) et du Venezuela [4], la totalité des PED de la région. En 20 ans, ces pays ont emprunté 135 milliards \$US au FMI, et en ont déjà remboursé 105 milliards, dont 12 % uniquement en charges et intérêts.

Parmi les pays les plus frappés par l'intervention du FMI et ses politiques d'austérité, notons l'Argentine, l'Équateur, Haïti ou encore le Suriname.

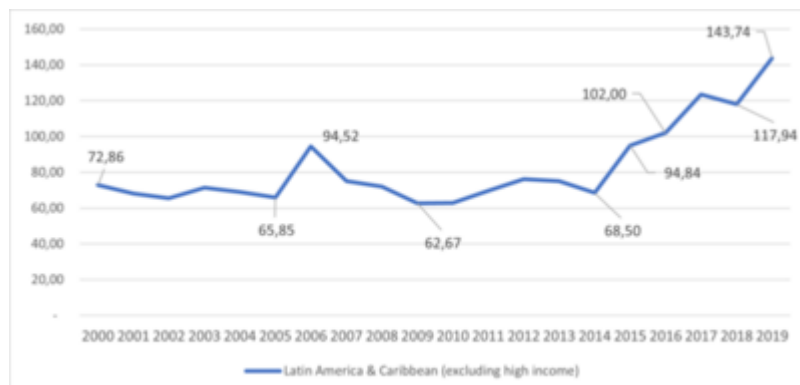
L'évolution de la dette extérieure publique des PED de la région par catégorie de créanciers représente fidèlement celui de l'ensemble des PED, à savoir une faible part bilatérale et multilatérale, et une forte augmentation de la part due à différents types de créanciers privés, en particulier de la part correspondant à des titres souverains vendus sur les marchés financiers, presque exclusivement à Wall Street, à compter de 2008. A l'exception d'Haïti, pays à faible revenu, l'ensemble des autres pays ont la possibilité d'emprunter sur les marchés financiers.

Si la région n'est pas la plus dépendante aux matières premières, 17 pays restent néanmoins fortement exposés à la fluctuation de leurs prix et des revenus d'exportation qu'ils en tirent. Cela concerne autant les exportations de produits agricoles (Argentine, Belize, Brésil, Équateur, Guatemala, Paraguay, Uruguay), de combustibles fossiles (Bolivie, Colombie, Équateur, Mexique, Sainte-Lucie, Trinidad et Tobago, Venezuela) que de minerais (Chili, Guyane, Jamaïque, Suriname) [5].

Sur la période courant du 1<sup>er</sup> mars 2020 au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les pays de la région ont été également largement sujets à une dépréciation de leurs monnaies face au dollar étasunien et à l'euro, principales devises d'échange. Face au dollar, seuls 4 pays ont vu leur monnaie s'apprécier (Bolivie, Chili, Colombie, Honduras), dans un intervalle compris entre + 0,37 % et + 14,88 %. A l'inverse, pour la grande majorité des pays, leur monnaie s'est dépréciée, dans un intervalle compris entre -1,97 % (Nicaragua) à -92,90 % (Venezuela). Les trois « locomotives » économiques de la région, l'Argentine, le Mexique et le Brésil, accusent quant à elles respectivement une perte de 26,05 points, de 0,94 point et de 13,65 points [6]. Face à l'euro, à l'exception du Chili (+2,77 %), toutes les monnaies de la région

se sont dépréciées.

Graphique 5. Service de la dette des PED de la région Amérique latine & Caraïbe (en milliards de \$US)



En l'espace de vingt ans, le service de la dette de la région a littéralement explosé, passant du simple (72,86 milliards \$US) au double (143,74 milliards \$US). En 2019, 43 % de ces PED consacraient davantage de ressources au service de la dette qu'en dépenses de santé (Argentine, Belize, Dominique, Équateur, Grenade, Haïti, Jamaïque, Salvador, Saint-Vincent et les Grenadines). Le service de la dette de ces 10 pays absorbait entre 6,7 et 38 % des revenus de l'État [7].

## Conclusion

Les dettes publiques ont fortement augmenté en Amérique latine et dans la Caraïbe. La crise économique mondiale rend de plus difficile la poursuite normale du remboursement de la dette. Alors que le continent est terriblement touché par la pandémie du coronavirus avec plus de 235 000 décès au Brésil, plus de 170 000 au Mexique, plus de 56 000 en Colombie, plus de 50 000 en Argentine, plus de 41 000 au Pérou [8], il est plus que jamais justifié de suspendre le paiement de la dette. C'est une condition *sine qua non* à réunir pour réorienter les dépenses publiques et combattre les effets de la pandémie, les conséquences de la crise économique et pour lutter contre la crise climatique.

Dans la suite de cette série, on analysera l'évolution de l'endettement des autres grandes régions du Sud global.

Eric Toussaint

**Milan Rivié**

Notes :

[1] La région compte au total 42 pays. Les pays entre parenthèses ne sont pas pris en compte dans le système statistique de la Banque mondiale lié à la dette. Rappelons que Cuba ne fait pas partie de la Banque mondiale et du FMI.

[2] Bien que créancier multilatéral, le FMI n'apparaît pas sous cette dénomination dans les bases de données de la Banque mondiale.

[3] List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries As of January 31, 2021 : <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>

[4] Le Venezuela n'a pas fait d'emprunt au FMI entre 2000 et 2020. Par contre, de 2000 à 2002 il a remboursé le FMI.

[5] UNCTAD, *State of commodity dependence 2019*, p. 3-4.

[6] <https://fxtop.com/en/forex-map.php>, consulté le 11 février 2021.

[7] Jubilee Debt Campaign, « Comparing debt payments with health spending », avril 2010, disponible à : [https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/Debt-payments-and-health-spending\\_13.04.20.pdf](https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/Debt-payments-and-health-spending_13.04.20.pdf)

[8] Tous ces chiffres datent du 11 février 2021, ils proviennent de <https://www.worldometers.info/coronavirus/>

La source originale de cet article est [CADTM](#)  
Copyright © [Eric Toussaint](#) et [Milan Rivié](#), [CADTM](#), 2021

---

Articles Par : [Eric Toussaint](#) et  
[Milan Rivié](#)

### A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles,

2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)